

**PEACEBUILDING FUND**

**Guinée-Bissau**

**ANNUAL project NARRATIVE progress report**

# REPORT COVER PAGE

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Recipient Organization(s): Programme des Nations Unies pour le développement |  | PBF Priority Area: (Not applicable for Emergency Window projects) |
|  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| PBF Project No: 62500**New Atlas No: 66674** *(as per enclosed list)**PBF Project Title:* Emploi et formation professionnelle des jeunes |  | Report Number:  |
|  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Reporting Period:  |  | Project Budget: |
| Janvier 2009 – Décembre 2009 |  | PBF-funding: $ 1 500 000Other funding: Japan TF /300.000 Other funding: projet regional YERP( funded by Spain) : $ 650.000  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| List Implementing Partners: |  | Project Coverage/Scope: |
| * *UNDP*
* *BIT*
* *Institut National de la Jeunesse et Institut de la Formation Technique et professionnelle*
 |  | *Capital, Bissau, et trois régions ( Buba, Gabú et Cachéu)*  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Abbreviations and acronyms: |  | Project Duration:Start Date:* *Juillet 2008*

End date:* *December 2010*

  |
| *CENFI**ITFP**INJ* |  |

1. **Objectifs et résultats du projet**
	1. **Objectifs immédiat et de consolidation de la paix :**

Développer les capacités des jeunes bénéficiaires du projet à accéder au travail décent afin de leur permettre de sortir de leur situation précaire et de devenir un facteur de paix en servant d’exemple pour les autres jeunes.

Pour atteindre ces objectifs, les résultats suivants sont prévus :

* Appuyer dans le développement des capacités des institutions publiques en charge de la jeunesse et de la formation professionnelle
* Appuyer dans le renforce des capacités des institutions de formation professionnelle.
* Assurer l’information et sensibilisation des jeunes sur les métiers et les offres de formation professionnelle
* Assurer la formation professionnelle des jeunes assurés dans les domaines prioritaires.
* Appuyer les jeunes candidat(e)s à la formulation et au développement de projets et activités génératrices de revenus à travers le microcrédit.

**1.2. Analyse stratégique de l’Organisation des Nations Unies**

Les orientations du Plan Stratégique du Programme des Nations Unies (PNUD) vont à l’encontre des objectifs fixés par le projet. Les partenaires nationaux du projet participent dans la mise en œuvre des activités du projet : i) planification des activités trimestrielle et annuelle; ii) visites de terrain conjointes ; iii) rencontres de discussions sur le fonctionnement et le déroulement des activités, avec comme objectif de garantir l’appropriation et les objectifs nationaux de développement pour accélérer les progrès du développement humain, conformément à la première orientation du Plan stratégique du PNUD.

Les jeunes, déjà largement affectés par la pauvreté (80% des pauvres ont entre 15 et 35 ans), ont souvent été le vivier des luttes politico-militaires dans le pays et dans la sous région. Raison pour laquelle l’accent doit être mis sur la protection des jeunes pris dans l’engrenage pour ne pas sombrer dans l’alcoolisme, la toxicomanie, la criminalité et la violence. Une assistance spécifiquement orientée vers la satisfaction des besoins fondamentaux de l’être humain est indispensable pour maintenir sa stabilité.

L’absence de perspective d’emplois salariés tout comme la faiblesse des revenus qui touchent les travailleurs agricoles dans les zones rurales incitent les jeunes à l’exode rural et à l’immigration clandestine et limitent leur participation au développement économique et social de leur communauté.

Les jeunes dans les centres urbains, même lorsqu’ils ont été formés, ne trouvent pas non plus d’opportunités d’emploi et de travail décent. Le projet a pris en compte ces aspects dans la sélection des jeunes et a aussi respecté le principe de l’égalité des sexes, afin de promouvoir l’autonomisation des femmes.

La promotion de l’emploi productif et du travail décent des jeunes femmes et hommes dans les zones rurales et urbaines constitue un défi majeur pour la Guinée-Bissau en vue de la réduction de la pauvreté, l’atteinte des OMD et la consolidation de la paix.

La Guinée-Bissau dans son document de stratégie nationale de réduction de la pauvreté (DENARP) met précisément l’accent sur la promotion de la croissance et de la création d’emplois pour les jeunes met précisément l’accent sur la promotion de la croissance et de la création d’emplois.

Le projet s’inscrit dans une perspective de mise en œuvre de courte durée (quick impact) qui, par la force des choses, se doit d’être efficace et exemplaire. C’est dans ce sens qu’en termes de stratégie, le projet est sorti des schémas classiques pour opter à des approches novatrices et pragmatiques.

* 1. **Les principaux partenaires d’exécution**

Les activités devant permettre la réalisation des résultats envisagés dans le cadre du projet sont exécutées par le PNUD avec la participation de l’Institut National de la Jeunesse et l’Institut de la Formation Professionnelle.

Ces partenaires de réalisation assurent la mise en œuvre des activités définies. Ils veillent aussi à ce que les procédures de passation des marchés, de gestion budgétaire et de programmation soient respectées et assimilées garantir progressivement et pleinement pour que l’appropriation nationale soit assurée.

1. **Ressources**

**2.1. Ressources financières**

La Guinée-Bissau a inscrit dans son document des priorités nationales la formation professionnelle et la création d´emplois pour les jeunes comme l´une des priorités majeures pour la consolidation de la paix dans ce pays. C´est dans ce cadre que ce projet a été financé par le PBF – Peace Building Fond pour un montant de 1.500.00 USD. Ce fonds est destiné au développement des capacités des institutions publiques en charge de la formation professionnelle ; de l’information et de la sensibilisation des jeunes sur les métiers et les offres de formation professionnelle ; de formation professionnelle des jeunes dans des domaines prioritaires ; de l’appui aux jeunes candidats à la formulation et au développement de projets et activités génératrices de revenus.

Le gouvernement du Japon a mis à la disposition des fonds supplémentaires d’un montant de

$ 300 000 afin de renforcer les capacités du Centre de formation industrielle (CENFI) et ceci pour permettre l’insertion économique et social des jeunes et par conséquence contribuer pour un climat favorable à la consolidation de la paix. Ce financement devrait permettre la réhabilitation des infrastructures et l’acquisition des équipements pour le CENFI dans le but de procurer aux jeunes une formation technique et professionnelle efficace ; renforcer les capacités de formateurs et du CENFI, afin de diversifier et améliorer la qualité de la formation technique et professionnelle ; amplifier l’ouverture du CENFI au monde à travers le NTCI et autres matériels éducationnels et former 100 jeunes en six domaines de formation administrés par le CENFI.

Le 28 Juillet 2009, il a été approuvé un budget de 500.000 USD pour l´amélioration des infrastructures du Centre national de Formation Industrielle – CENFI. Ce financement est destiné à : évaluer les infrastructures et les besoins financières pour la réhabilitation du CENFI ; la réhabilitation des installations du CENFI ; faciliter l´accès aux crédits des jeunes bénéficiaires porteurs de projets et d’encadrement.

**2.2. Ressources humaines**

Le projet est exécuté par le PNUD, appuyé par deux experts nationaux et en collaboration avec les partenaires, notamment le Président de l’Institut de la jeunesse et le Président de l’Institut de formation technique et professionnelle.

Les achats de bien et services nécessaires à la réalisation du projet sont faits avec l’appui des divisions des services généraux et des finances à travers une Assistante au Programme. Cet appui donne aussi la garantie que les procédures de passation des marchés, de gestion budgétaire et de programmation soent faites selon les procédures du PNUD.

Jusqu’à présent, le projet a bénéficié d’appui de deux experts de BIT et trois consultants internationaux pour l’évaluation des centres de formation et de l’évaluation des domaines de formation et pour la formation des formateurs. Un Consultant National a été recruté pour évaluer les installations du Centre de Formation Professionnelle (CENFI) aux fin de sa réhabilitation. Une mission a été sollicitée pour l’évaluation des banques, pour la gestion de ligne de crédit pour le financement des projets des jeunes.

1. **Arrangement de réalisation et de suivi**

**3.1. Mécanisme d’exécution**

Les activités garantissant la réalisation des produits du projet sont exécutées présentement par le PNUD. L’appui technique de cadrage pour la réalisation des activités d’évaluation des centre des formations, des domaines de formation et des créneaux porteurs a été sollicité au Bureau international du Travail (BIT) qui a aussi apporté sa contribution technique à la formation de 17 formateurs en Trie et de 13 formateurs en Cree pour la formation des jeunes créateurs et gestionnaires d’entreprises.

La coordination inter agences et le pilotage de ce projet sont assurés par un Comité de pilotage dont le première réunion s´est tenue en Août 09 et qui a regroupé, outre les responsables des Ministères concernés, les représentants des agences du SNU parties prenantes et des représentants de la société civile.

Une cellule de gestion été mise en place. Elle est chargée de la coordination, de la planification et du suivi des activités à Bissau et dans les régions choisies. Cette cellule apporte une assistance technique aux structures nationales responsables pour la formation professionnelle ainsi que l’information et la sensibilisation des jeunes sur les métiers et les offres de formation professionnelle. La cellule de coordination et de suivi des activités du projet est constituée d’un coordonnateur national et d’un chauffeur et travaille en étroite collaboration avec le PNUD. Elle a aussi été appuyée dans la mise en œuvre et le suivi des différentes activités par des consultants internationaux selon les besoins en assistance technique du projet : l´évaluation des banques ; évaluation de la capacité des institutions de formation professionnelle ; sélection des domaines de formation stratégique ou prioritaire et choix des institutions de formation pour leurs mise en œuvre ; mission de négociation avec les banques pour la gestion des lignes de crédits; mission d’appui pour la préparation à l’atelier national de dissémination des bonnes pratiques en matière de promotion de l’emploi et de la formation professionnelle.

Le PNUD en tant qu’agence d’exécution du projet a favorisé la consolidation ou la mise en place de partenariats stratégiques avec les autres partenaires intervenant dans ce domaine, notamment le Bureau International du Travail (BIT), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), l´UNICEF, la SNV et compte ainsi contacter l’Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), qui nous apportera sa contribution à l’amélioration de l’offre de formation par un appui technique à la diffusion l’information sur les filières et créneaux porteurs, l´analyse du tissu économique et des opportunités d’emploi et négociations avec les entreprises. Le Programme Régional pour la cohésion sociale et l’emploi des jeunes (YERP), sur financement du gouvernement espagnol, a financé un projet de réhabilitation du CENFI. Il s’agira de saisir l’opportunité de l’existence de ce projet sous-régional pour assurer la durabilité des résultats du projet sous revue.

**3.2. Procédures des achats des biens et services**

Les procédures des achats des biens et des services ont étés réalisées selon les règles et procédures du PNUD. Tous les matériels et équipements prévus dans le cadre du projet pour les institutions en charge de la jeunesse ont étés acquis et remis aux destinataires : un véhicule avec chauffeur, des ordinateurs, des imprimantes des armoires, des tables et les chaises respectif et les matériels de bureau, etc. Le recrutement de deux consultants nationaux pour appuyer dans la mise en œuvre du projet : un consultant pour la sensibilisation et le microcrédit, le deuxième pour la formation et la mise en œuvre du projet. Le processus de recrutement des consultants internationaux a respecté les normes et les procédures de cette agence de développement : evaluation des institutions financières (banques) ; sélection des domaines de formation stratégique ou prioritaire et choix des institutions de formation pour leur mise en œuvre ; mission de négociation avec les banques pour la gestion des lignes de crédits; mission d’appui pour la préparation de l’atelier national de dissémination des bonnes pratiques en matière de promotion de l’emploi et de la formation professionnelle.

**3.3. Suivi et évaluation**

Le suivi-évaluation de la mise en œuvre des activités du projet est assuré par la cellule de coordination du projet mais également dans le cadre du comité de pilotage. Cette structure s´est réunie au mois d´Août passé et a approuvé les documents importants du projet, tels que : i) les TDR du Comité de Pilotage (CP) et de la Cellule de coordination; ii) le rapport de la mission d´évaluation des banques et a autorisé d´entamer la négociation avec les deux banques (BAO et BDU); iii) le prolongement du délai du projet; iv) la réduction des membres du CP, éliminant les membres des associations juvéniles ; v) le rapport des activités du projet en tenant compte des indicateurs définis pour chacun des résultats escomptés.

Les membres de la cellule de coordination du projet ont pris part à la sélection des jeunes candidats pour la formation en entreprenariat, ils ont aussi intégré les missions d´information et de sensibilisation organisées à Bissau et dans les régions. Ils ont accompagné les missions d´évaluation et de négociation avec les banques pour la gestion de ligne de crédit.

Tous les rapports des consultants sont fournis aux partenaires pour un meilleur suivi des activités du projet. Des rapports mensuels, trimestriels et annuels sont élaborés et transmis aux bailleurs de fonds sur l´évolution, les progrès et les difficultés du projet.

**3.4. Rapport sur diagnostic, évaluation et études conduites**

Le projet a réalisé deux évaluations des centres de formation et domaine de formation dans les filières et créneaux porteurs. Les évaluations ont permis de comprendre que les structures publiques de formation présentent beaucoup de déficiences pour une réalisation correcte des programmes, dû à l’inexistence d’une politique et d’une stratégie en matière de formation technique et professionnelle, à l’absence de financement pour le fonctionnement et les investissements, l’inexistence de méthode de planification et de système de suivi évaluation des programmes et des formés, l’état de dégradation très avancé des locaux et des équipements et les ressources humaines non motivées et non recyclées depuis plusieurs années. Ce qui a obligé à faire une évaluation physique du Centre de formation industrielle et sa réhabilitation et garantir ainsi la formation des jeunes bénéficiaires du projet.

Les rapports constatent pourtant qu’une offre de plus en plus importante est en train d’apparaître au niveau du secteur privé pour pallier l’absence d’offres de formation provenant des institutions nationales et face à une demande en constante évolution. Par ailleurs, il est également constaté que les différentes institutions publiques comme privées offrent les mêmes types de formations. Ce qui fait que l’offre est assez monotone et mérite d’être diversifiées.

L’étude sur les filières et les créneaux a permis de procéder au diagnostic et à l’analyse du marché de l’emploi, des métiers porteurs pour finalement aboutir à l’identification des métiers et créneaux porteurs et à la sélection des domaines de formation. Il a été identifié huit catégories d’activités et une trentaine de niche et créneaux générateurs de revenus et de création de micros et petites entreprises. Elle a permis de suggérer la mise en place d’un système de formation modulaire au niveau de secteur de la formation professionnelle pour répondre à des besoins que ses activités requièrent.

Une mission de cadrage du BIT a été réalisée et elle a permis d’apporter des propositions sur la stratégie de mise en œuvre du projet et les éléments stratégiques en termes de formation dans le domaine de création et gestion des entreprises et financement par les banques partenaire des jeunes entrepreneurs.

En Juin 2009, une mission a réalisé l´évaluation des institutions financières – banques susceptibles de pouvoir gérer la ligne de crédit pour l’emploi des jeunes en Guinée-Bissau.

Pour le choix des banques, il a été pris en compte des critères tels que l’expérience des banques dans le domaine de financement des jeunes, leurs structure organisationnelle et financière, des modalités de mise en œuvre du fonds, leurs méthodologie de suivi des dossiers, la forme de sécurisation des risques liés au prêt, la gamme des produits offerts par la banque pour la cible précitée, le taux d’intérêt à appliquer pour le financement des fonds du PNUD, les conditions d’engagement financier de la banque, les modalités d’ouverture de dossiers ainsi que les frais de gestion, entre autres.

Cette mission a recommandé le choix de la BAO et de la BDU pour entamer les négociations, en vue de la signature d´une convention de partenariat pour la gestion de ligne de crédit.

1. **Résultats et activités réalisées**

**4.1. Résumé des progrès par rapport aux produits**

Les études déjà faites sur les capacités des institutions de formation et leurs domaines de formation et sur la structure de marché de l’emploi et les filières porteurs étaient des préalables à la réalisation des quatre des cinq produits du projet à savoir, le développement des capacités des institutions publiques chargées de la formation professionnelle et de la jeunesse, le renforcement des capacités des institutions de formation et la sensibilisation des jeunes sur les métiers et offres d’emploi et la formation professionnelle des jeunes activités préalables. Certains activités déjà réalisées ou initiées en dépendaient aussi, notamment celles liés à la formation aux jeunes et agents en charge de la gestion des institutions de formation et des jeunes, aux achats des équipements, à l’assistance technique aux institutions de formation.

Pourtant, le produit concernant le définition des modalités d’octroi de crédit, l´identification de l’institution(s) financière(s) devant gérer les lignes de crédits et l’établissement de partenariat avec ces institutions est en phase initiale d’exécution avec le recrutement d’un consultant national et la nomination d’un cadre national de la part du gouvernement pour mener l’évaluation des banques de la place et le choix de deux d’entre eux pour la gestion de la ligne de crédit. En parallèle, la formation de 17 formateurs en Trie et 13 en Cree, création et gestion d’entreprise, a été réalisée et ont aidé à encadrer les jeunes dans la formulation et la mise en œuvre des projets d’entreprises. Un programme de formation des jeunes en formulation des projets Cree et plan d’affaires a déjà été réalisé. 80 plans d´affaires des jeunes de Bissau sont déjà prêts pour le financement depuis le mois de Septembre 2009. 240 de Bissau et des régions sont en phase de finalisation.

**4.2. Développement des capacités des institutions publiques en charge de la jeunesse et de la formation professionnelle développées.**

L’évaluation des capacités des institutions nationales publiques chargées de la formation professionnelle a été faite avec l’appui du BIT. Les équipements destinés aux institutions publiques en charge de la formation professionnelles et de la jeunesse ont été remis à l’IFTP et l’INJ, ce qui leur permettra d’améliorer leurs conditions de travail.

Le ministère a nommé un coordinateur pour le projet et a mis en place une cellule de Coordination du projet en cours de réhabilitation. Les termes de références de la Cellule de Gestion du Projet et du Comité de Pilotage (CP) ont étés approuvés, entre autres, par la réunion du CP tenue au mois d’Août 2009.

Un programme trimestriel de formation professionnelle a été formulé en coopération avec les partenaires gouvernementaux et sera exécuté de mai à juillet avec le concours des centres de formation publics et privés choisis.

**4.3. Renforcement des capacités des institutions de formation professionnelle.**

Deux rapports d’évaluation des centres de formation et de domaines de formation ont été produits. Le BIT a accompagné la mission qui a conduit l’évaluation et a produit une note de cadrage pour faciliter les travaux des consultants et la mise en œuvre des activités. Ces études étaient des conditions préalables pour la compréhension de la démarche de mise œuvre des activités du projet.

L’évaluation montre que c’est sur une base de vingt d’activités et de 111 niches et créneaux, que huit catégories d’activités ont été identifiées et une trentaine de niches et créneaux. Pour le moment, 12 domaines de formation sur les métiers et activités porteurs ont été programmés. 7 institutions de formation publiques et privées ont été évaluées sur la base d’offres de formation, de la qualité des équipements, des formateurs, des outils pédagogique et besoins en appui. Les rapports d’évaluation révèlent que les structures publiques présentent beaucoup de déficiences pour une réalisation correcte des programmes. Par contre, une offre de plus en plus importante est en train d’apparaître au niveau du secteur privé pour pallier l’absence d’offres de formation provenant des institutions nationales et face à une demande en constante évolution. Mais les différentes institutions publiques aussi bien que privées offrent les mêmes types de formation. Ce qui fait que l’offre est assez monotone et mérite d’être diversifiées.

Quatre formateurs du CENFI se sont déplacés au Brésil pendant 15 jours pour la formation des formateurs, à l´Université Fédérale du Pará dans les domaines suivants : gestion de programme et de systèmes de formation professionnelle ; gestion d´information de formation professionnelle ; gestion de Formation professionnelle ; gestion et élaboration de projets de formation. Un rapport sur le déroulement de la formation a été produit et des contacts ont étés effectués avec les institutions brésiliennes pour de futures collaborations avec le CENFI.

Le concours en vue du recrutement des consultants internationaux destiné, à la formation des formateurs dans le pays et à l´élaboration des modules de formation dans des domaines spécifiques a été lancé. Le CENFI avait prévu et souhaité ramener les CVs des consultants brésiliens intéressés, lors du séjour des 4 formateurs au Brésil, ce qui n´a pas été le cas et a entrainé un certain retard dans la mise en œuvre de cette activité.

**4.4. Assurer l’information et la sensibilisation des jeunes sur les métiers et les offres de formation professionnelle.**

Une mission d’identification des filières, des métiers et des créneaux porteurs a eu lieu, ce qui a permis de connaître la structure du marché de l’emploi ainsi que la sélection des domaines stratégiques et prioritaires.

La sensibilisation et l’information des jeunes sur les objectifs du projet, d’une manière générale, ainsi que sur les métiers et les offres de formation professionnelle, en particulier, ont été effectuées. Il a été organisé des ateliers d’information et de sensibilisation par zone à Bissau et à l’intérieur du pays : Bissau (65) participants ; Cacheu (50) ; Quinara (45) ; Gabu (40) ; Bafata (52) ; Oio (55) ; Tombali (50), la formation de 16 agents de communication sur les objectifs du projet, la réalisation des débats radiophoniques et d´interview avec des jeunes bénéficiaires à Bissau et dans certaines régions (Quinara, Gabú, et Cacheu) du pays.

**4.5. Formation professionnelle des jeunes assurés dans les domaines prioritaires.**

Un contrat entre le PNUD et le CENFI a été signé pour la formation professionnelle de 100 jeunes dans les sept domaines suivants : construction civile (30) ; froid et climatisation (10), électricité (10) ; menuiserie métallique (10) ; menuiserie en bois (10) ; mécanique auto (10) coupe et couture (10). D´autres jeunes sont en formation à l’ONG AD (Ecole des Arts et Métiers de Quelelé), en informatique et hôtellerie. En négociation pour la signature d´un contrat de formation de 40 jeunes : 20 en construction civile et 20 en commerce à CIFAP et à l’Ecole des Arts et Métiers de Quelelé.

**4.6. Appui fourni aux jeunes candidat(e)s à la formulation et au développement de projets et activités génératrices de revenus à travers le microcrédit.**

Un atelier de renforcement de capacité en Trie (Trouvez vos idées de projet) a été effectué avec 17 formateurs, avec le concours d’un maître formateur GERME/BIT-SIYB. Le PNUD, avec l´appui méthodologique du BIT, a entamé un vaste programme d´information, de sélection et de formation des formateurs. Ces actions concertées ont démarré d´abord par un renforcement de compétences des formateurs GERME de la génération de 2004, en plus de certains formateurs venant des structures partenaires du programme. Ce renforcement ayant pris compte les aspects andragogiques et de la méthodologie GERME en ce qui concerne TRIE (trouvez votre idée d´entreprise), suivi d´un coaching où cent (100) jeunes ont eu à bénéficier de cette formation à Bissau.

Pour la formation en CREE (créez votre entreprise), des 17 formateurs, seulement 13 ont étés sélectionnés. La formation des formateurs en CREE/BIT étant une formation modulaire intensive, elle nécessite une disponibilité totale du formateur et la mise en condition pour pouvoir lui permettre de tirer profit et de s´approprier la méthodologie. Ainsi des 420 jeunes formés en Trie, 240 jeunes ont pu étés retenus et ont subi une formation en cree, après la sélection, étant donné que ceux-ci présentaient le niveau exigé pour l´optimisation et la compréhension de ce module. Les 180 restants seront soumis à une formation avec les modules de GERME classique niveau 1, destinés pour les peu ou non scolarisés. 80 plans d´affaires sont déjà prêts et attendent un financement.

A la fin du mois de janvier 2010, 160 plans d´affaires des jeunes seront élaborés: 40 à Bissau ; 40 à Gabu ; 40 à Cacheu ; 40 à Quinara.

Un expert en microfinance pour l’évaluation des quatre banques de la place pour la gestion d’une ligne de crédit pour les jeunes bénéficiaires a été recruté. Cette mission a élaboré un rapport et recommandé deux banques (BAO et BDU), comme des institutions bancaires ayant l´intérêt et les conditions de gérer des lignes de crédits pour les jeunes. Le Comité de Pilotage qui s´est réuni au mois d´Août 2009 a approuvé les recommandations de cette mission et a autorisé d´entamer les négociations avec les deux banques.

1. Plan d’Activités

**5.1. Activités futures**

Les efforts seront concentrés prioritairement dans les activités concernant les résultats suivants :

* Assurer la formation professionnelle des jeunes dans les domaines prioritaires.
* Appuyer les jeunes candidat(e)s à la formulation et au développement de projets et activités génératrices de revenus à travers le microcrédit.
* Attribuer des crédits aux jeunes, selon les modalités et conditions d’octroi
* Assurer le suivi et l’appui technique des jeunes ayant bénéficié de crédit pour mieux s´assurer du progrès de leurs activités d´entreprenariat.

 Ainsi, les activités suivantes seront programmées:

1. Formation des jeunes qui bénéficieront des formations dans les domaines de formation identifiés considérant notamment des adhérents des organisations communautaires de base ;
2. Appui à la formulation et au développement des projets par les jeunes et leurs sélections pour le financement et encadrement ;
3. Etablissement de contrats avec ces institutions ;
4. Assistance technique apportée aux jeunes entrepreneurs ayant bénéficié de crédit pour assurer le suivi de leurs activités.
5. Assistance technique apportée aux institutions de formation pour leur organisation/fonctionnement, élaboration des modules de formation dans les domaines de formation identifiés et la formation de formateurs selon les programmes de formation ;
	1. **Ajustements éventuel en stratégies, résultats etc ;**

Du fait d’un certain retard vérifié dans la négociation avec les banques pour la gestion de lignes de crédit, il serait nécessaire de prolonger la durée du projet pour l’octroi des crédits aux 240 plans d’affaires déjà prêts. D´autre part, le document du projet n’a pas prévu l’assistance technique pour assurer le suivi des jeunes ayant bénéficié des prêts dans la mise en œuvre de leurs activités d´entreprenariat. Pour s’assurer du progrès et du succès du projet, il faudrait une attention particulière à cette composante.